



BUPDOS-ONG

Bureau des Projets de Développement et des Œuvres Sociales (BUPDOS)

EGLISE EVANGELIQUE DES ASSEMBLEES DE DIEU DU BENIN (EEAD)

N° d'enregistrement : 99 / 008 / MISAT / DC / SG / DAI / SCC-ASSOC du 23 juin 1999

N° de compte : 01521094686 BOA

Inscription au Journal Officiel du 1er octobre 1999, N° 19 de la 110e année

PLAN DE CONTINGENCE DE BUPDOS-ONG

ENTITE	BUPDOS-ONG
CONCEPTEUR	BUPDOS-ONG
OBJET	Plan de contingence
VERSION	2.0
DATE D'ADOPTION	
SIGNATURE	

I- PRESENTATION SOMMAIRE DE BUPDOS-ONG

Le **Bureau des Projets de Développement et des Œuvres Sociales (BUPDOS)**, une initiative de l'Eglise Evangélique des Assemblées de Dieu (EEAD) du Bénin, pour apporter sa pierre à l'édification d'une société béninoise éprise de paix et de justice. Il est créé en 1995 et officiellement reconnu comme une Organisation Non Gouvernementales en 1999. Sa mission est d'œuvrer pour le bien-être des populations pauvres et vulnérables des villes et des campagnes à travers la mise en œuvre de projets/programmes qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie et à la résilience des populations des régions défavorisées.

BUPDOS-ONG est gouverné par des valeurs éthiques et morales tirées de l'enseignement biblique et pour lesquelles le personnel s'est engagé à travers la signature d'une charte.

La gouvernance de BUPDOS-ONG est assurée par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration. L'organe d'exécution encore appelé Coordination Nationale est structurée en départements (projets, administration/finances et suivi/évaluations qui sont des centres d'opération de la mission sociale.

BUPDOS-ONG dispose de trois antennes régionales : Tanguiéta, Comé et Parakou et emploie à la date d'aujourd'hui plus de 130 agents salariés.

BUPDOS est présent six Départements administratifs et 18 Communes. Dans son portefeuille de projets de développement communautaire, on dénombre une douzaine de projets/micro-projets de durée variant entre un à trois ans.

La quasi-totalité des actions de l'ONG est financée par les subventions des partenaires au développement. Les interventions de BUPDOS touchent le secteur de la santé, de l'éducation et de la promotion des droits de l'homme notamment ceux de l'enfant.

II- CONTEXTE JUSTIFIANT L'ELABORATION DE CE PLAN

La pérennité d'une organisation est sans nul doute dépendante de sa capacité à anticiper les chocs qu'elle enregistre. Ainsi, dans un environnement mondial de plus en plus complexe, empreint de menaces de tout genre notamment, les crises sociopolitiques, structurelles ou conjoncturelles, les cyberattaques visant des ressources informatiques vitales, en passant par les catastrophes naturelles, les attaques terroristes, etc., une anticipation dans la gestion des risques devient un élément capital pour une organisation comme BUPDOS-ONG.

Un plan de contingence étant par définition un document d'anticipation de la prévoyance de telles menaces et de la maîtrise des conséquences pouvant en découler ; BUPDOS-ONG a procédé à son élaboration.

III- OBJECTIF

L'élaboration de plan de contingence va permettre à BUPDOS d'être mieux préparé en cas de catastrophe et d'être plus résilient lors de la survenue de l'un des évènements tendant à

hypothéquer la pérennité de l'organisation en lui permettant de répondre à ses obligations externes et internes et de réaliser ses objectifs.

IV-AVANTAGES

Ce plan permettra à l'ONG de :

- gérer les risques internes en activant l'ensemble des dispositifs permettant la sécurisation du patrimoine et du personnel de l'ONG ;
- la conservation des actifs humains (employés et clients) nécessaires à la poursuite des activités;
- le maintien de la bonne réputation de l'organisation;
- l'assurance d'une certaine cohésion en dépit de la confusion qui peut régner en cas d'urgence;
- l'anticipation démonstration d'une attitude d'affaire proactive de la part de l'organisation auprès de ses clients et employés.

V- PERIMETRE DE CE PLAN

Ce plan couvre l'ensemble des domaines d'activité de l'Organisation. Il permettra :

- de mesurer le niveau de risque et de vulnérabilité de BUPDOS;
- et d'élaborer un système efficace de gestion des risques internes et des urgences pour l'organisation

VI-BUT DU PLAN

Le présent plan de contingence poursuit comme but la création d'un environnement protecteur, qui réduise les risques et menaces auxquels l'ONG peut faire face, qui assure la protection des biens et du personnel de l'Organisation et la survie des populations affectées, ainsi que leur bien-être face aux catastrophes.

VII- IDENTIFICATION DES RISQUES

A- Identification des risques internes à l'Organisation

Les risques structurels relevés par l'ONG sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : RISQUES STRUCTURELS A L'ONG

Code de risque	Constats	Description des risques	Vulnérabilités (conséquences des risques)
R1	• Licenciement de personnel clé pour motif de fin de projet • Précarité de l'emploi • Absence de gestion prévisionnelle des ressources humaines •	Démotivation du personnel, gestion non optimale des ressources humaines	• Départ de certaines compétences vers d'autres structures • Contreperformance, mauvais rendement/qualité des interventions du personnel sur le terrain • Non atteinte des objectifs assignés • Manque de prise d'initiatives pour le développement de l'ONG • Mauvaises conditions de séparation avec le personnel à projet
R2	• Retours multiples des documents de projets par les partenaires avant validation	Mise en cause de la compétence du personnel	• Faible performance du personnel • Faible qualité des documents produits par le personnel • Perte de crédibilité de l'ONG
R3	Lourdeur de l'organisation interne de l'ONG. <i>(Système d'ordonnancements des dépenses rigide et centralisé pour certains projets au siège. Pour certains projets, surcharge du personnel clé au niveau de la coordination notamment le CN, le CDP et le CDAF.)</i>	Blocage de la mise en œuvre des activités en cas d'absence d'un membre de la chaîne d'ordonnancement	• Retard dans la mise en œuvre des activités • Faible performance • Réduction des budgets par les partenaires

Code de risque	Constats	Description des risques	Vulnérabilités (conséquences des risques)
R4	Cumul de tâches/ fonctions au niveau de certains membres du personnel de l'ON	Stress, et maladie du travail	- Développement de maladies du travail (ex: cardio-vasculaires) - Nervosité de certains membres du personnel - Absence répétée pour cause de maladie - Beaucoup d'erreurs dans les tâches accomplies - Retard dans la transmission des documents - Non atteinte des résultats escomptés - Vieillesse précoce
R5	- Absence d'une politique de mobilisation de ressources propres - Faible contribution de l'EEAD au financement des activités de BUPDOS	Forte dépendance de BUPDOS vis-à-vis des PTF	- Arrêt des activités de BUPDOS après retrait des PTF ; - Frustration du personnel du fait de demande d'explication liée au comportement religieux ou social ;

B- Identification des risques externes ou menaces

Des différentes consultations et analyses réalisées au niveau de l'ONG, il ressort les menaces résumées dans le tableau ci-après auxquelles l'ONG peut faire face dans les prochains mois.

Tableau 2 : RISQUES NON DEPENDANTS DE L'ONG

Domaines	Description des risques	Conséquences des risques
Gouvernance au niveau de l'Etat	Reformes opérées par l'Etat dans certains secteurs : transfert de pouvoir aux collectivités qui ne disposent pas toujours des compétences requises	- Faible pérennisation des acquis des projets - Retard dans la fourniture des informations utiles à la hiérarchie - Manque d'appui au fonctionnement des OSC - Changement de rôle ou absence de certains Service Déconcentrés de l'Etat (SDE)

Domaines	Description des risques	Conséquences des risques
Relation avec les partenaires	Suspension inattendue des financements par les partenaires indépendamment de l'ONG	• Licenciement du personnel ; • Problèmes avec l'inspection du travail ; • Non atteinte des objectifs de développement communautaire ; • Perte de crédibilité de l'ONG auprès des bénéficiaires
Sanitaire et social	Situation épidémiologique grave (généralisation de la fièvre lassa dans le département de l'Atacora sur une longue période, SIDA, mutation et généralisation de la COVID-19, etc)	• Cessation involontaire d'activités • Déchéance des conditions de vie des populations • Perte des investissements et efforts consentis
	Inondation saisonnière dans les communes lacustres	• Inaccessibilité de certaines localités de la en période pluvieuse ou de crue • Suspension des activités de terrain sur la période
	Sécheresse prolongée ou bradage des cultures vivrières	• Insécurité alimentaire • Augmentation des cas de malnutrition notamment chez les enfants de moins de 5 ans
Environnement sécuritaire (Risque sécuritaire et criminologique)	Attaque djihadiste à Tanguiéta et dans les villages riverains au parc de la Pendjari	• Cessation des activités dans ces zones à risque • Enlèvement de bénéficiaires ou d'agents du projet • Etat de panique généralisé

VIII- HIERARCHISATION DES RISQUES IDENTIFIES

Pour la hiérarchisation des différents risques identifiés, deux axes d'appréciation seront considérés. La probabilité de survenance de l'événement et l'impact de leur réalisation.

A- Hiérarchisation des risques internes

Les critères de positionnement de chaque risque sur les deux axes d'analyse sont ainsi déclinés.

❖ Probabilité de survenance

Critère d'appréciation de la probabilité de survenance

Qualification	Niveau de vulnérabilité	Valeurs
Événement attendu dans la plupart des cas	Quasiment certain	5
Événement probable dans la plupart des cas	Probable	4
Événement devant se produire à un moment donné	Possible	3
Événement risquant de se produire à un moment donné	Peu probable	2
Événement risquant de se produire uniquement dans des cas exceptionnels	Rare	1

❖ Impacts de la réalisation des sinistres

Critère d'appréciation du niveau d'impact de la réalisation des risques

Pour évaluer le niveau d'impact nous avons utilisé l'échelle de valeur ci-après présenté

Qualification	Valeurs
Très significatif	5
Majeur	4
Modéré	3
Mineur	2
Non signification	1

Les tableaux suivants nous donnent une présentation de la hiérarchisation des risques au niveau structurel qu'externe.

TABLEAU 3 : HIEARCHISATION DES RISQUES INTERNES A BUPDOS

Code de risque	Constats	Description des risques	Vulnérabilités (conséquences des risques)	Probabilité de survenance	Impacts conséquences
R1	• Licenciement de personnel clé pour motif de fin de projet • Précarité de l'emploi • Absence de gestion prévisionnelle des ressources humaines	Démotivation du personnel, gestion non optimale des ressources humaines	• Départ de certaines compétences vers d'autres structures • Contreperformance, mauvais rendement/qualité des interventions du personnel sur le terrain • Non atteinte des objectifs assignés • Manque de prise d'initiatives pour le développement de l'ONG Mauvaises conditions de séparation avec le personnel à projet	3	2
R2	Retours multiples des documents de projets par les partenaires avant validation	Mise en cause de la compétence du personnel	• Faible performance du personnel • Faible qualité des documents produits par le personnel • Perte de crédibilité de l'ONG	3	2
R3	Lourdeur de l'organisation interne de l'ONG. (Système d'ordonnancements des dépenses rigide et centralisé pour certains projets au siège. Pour certains projets, surcharge du personnel clé au niveau de la coordination notamment le CN, le CDP et le CDAF.)	Blocage de la mise en œuvre des activités en cas d'absence d'un membre de la chaîne d'ordonnancement	• Retard dans la mise en œuvre des activités • Faible performance • Réduction des budgets par les partenaires	3	2

Code de risque	Constats	Description des risques	Vulnérabilités (conséquences des risques)	Probabilité de survenance	Impacts conséquences
R4	Cumul de tâches/ fonctions au niveau de certains membres du personnel de l'ON	Stress, et maladie du travail	• Développement de maladies du travail (ex: cardio-vasculaires) • Nervosité de certains membres du personnel • Absence répétée pour cause de maladie • Beaucoup d'erreurs dans les tâches accomplies • Retard dans la transmission des documents • Non atteinte des résultats escomptés • Vieillesse précoce	3	2
R5	Absence d'une politique de mobilisation de ressources propres Faible contribution de l'EEAD au financement des activités de BUPDOS	Forte dépendance de BUPDOS vis-à-vis des PTF	• Arrêt des activités de BUPDOS après retrait des PTF ; • Frustration du personnel du fait de demande d'explication liée au comportement religieux ou social ;	2	3

B- Hiérarchisation des risques externes pour les prochains mois

Les cases jaunes indiquent la probabilité tandis que les cases grises indiquent la sévérité.

Exemples :

Probabilité : les inondations sont plus probables que la recrudescence de la pandémie liée au coronavirus et à la fièvre lassa dans les zones concernées.

Sévérité : les effets de la pandémie liée au coronavirus et à la fièvre lassa sont plus graves que les effets de l'inondation.

TABLEAU 4 : HIEARCHISATION DES RISQUES EXTERNES A BUPDOS-ONG

Codes des risques	Nature des risques	M1	M2	M3	M4	M5	M6
	Risques potentiels	Inondation (Athiémé, Lokossa, Grand-Popo, Sô-Ava, Comé)	Pandémie liée au coronavirus à la fièvre lassa ou à d'autres affections	Sécheresse prolongée (Atacora, Donga)	Reformes au niveau de l'Etat	Menaces djihadistes	Suspension inattendu des financements par les partenaires
M1	Inondation (Athiémé, Lokossa, Grand-Popo, Sô-Ava, Comé)		M2	M3	M4	M1	M6
M2	Pandémie liée au coronavirus à la fièvre lassa ou à d'autres affections	M1		M2	M2	M2	M6
M3	Sécheresse prolongée (Atacora, Donga)	M1	M3		M4	M5	M6
M4	Reformes au niveau de l'Etat	M1	M4	M3		M4	M6
M5	Menaces djihadistes	M1	M5	M3	M4		M6
M6	Suspension inattendu des financements par les partenaires	M1	M6	M3	M4	M5	

IX-EVALUATION DES RISQUES

A- EVALUATION DES RISQUES INTERNES

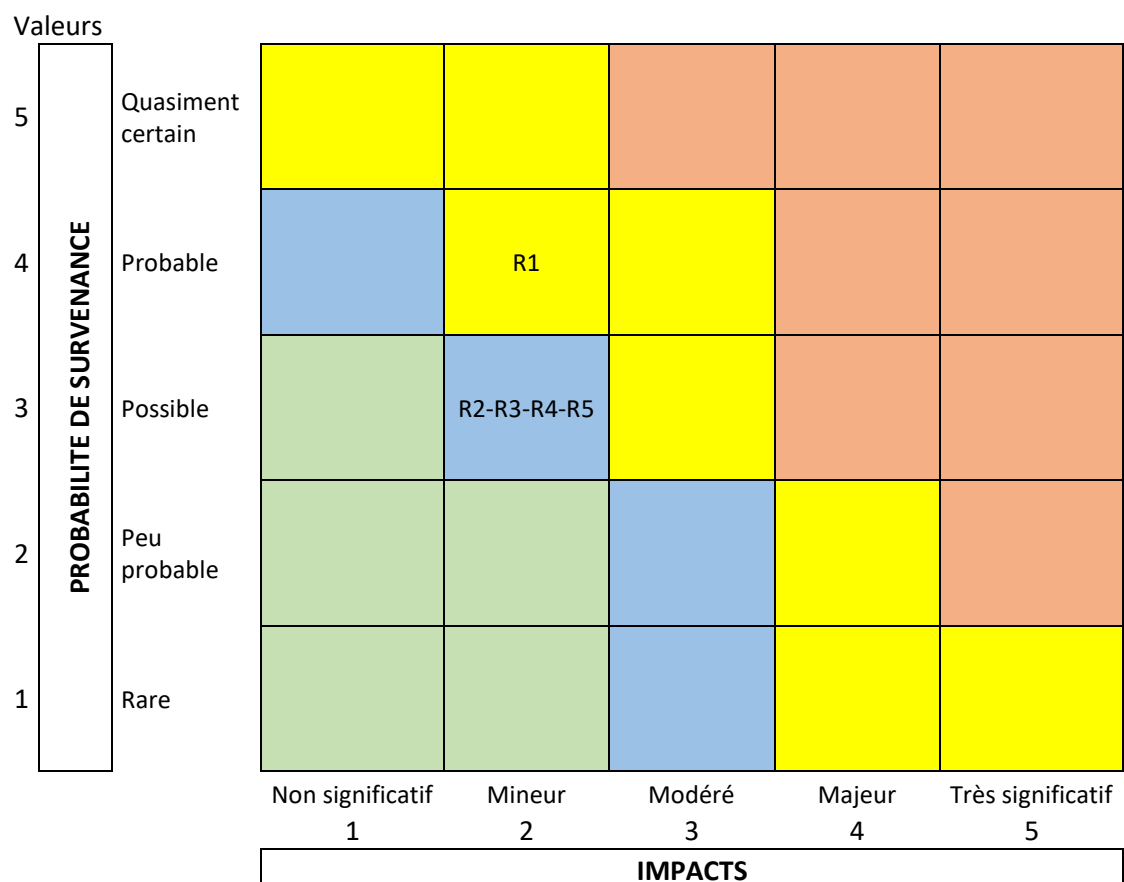
L'évaluation des risques permet d'apprécier la criticité de ces derniers sur l'organisation par la combinaison de leur probabilité de survenance et leur impact.

Risques = Probabilité de survenance x impact

Le risque est évalué suivant l'échelle de valeur ci-après

Couleur	Signification
	Mineur
	Modéré
	Elevé
	Critique

SCHEMA DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES INTERNES AU NIVEAU DE L'ONG



Commentaire :

Du croisement des deux critères d'appréciation de la criticité d'un risque pour les différents risques internes à l'ONG, il ressort que BUPDOS ne fait face à aucun risque majeur. Ainsi, des cinq autres risques, seulement le risque relatif à la gestion des ressources humaines est élevé et mérite des actions correctives hardies.

La criticité des quatre autres risques est modérée. Toutefois, il faudrait prendre cela en compte le plus vite possible afin d'empêcher que ces risques n'atteignent également des niveaux très critiques.

B- EVALUATION DES RISQUES EXTERNES

L'évaluation ici consistera à apprécier les menaces suivant leur degré d'importance l'une par rapport à l'autre. Cela se fera à travers la détermination du score moyen entre la probabilité et le degré de sévérité de ces risques.

Les résultats sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : score

Risques	Score de probabilité	Score de Sévérité	Moyenne	Rang
Inondation (Athiémé, Lokossa, Grand-Popo, Sô-Ava, Comé)	5	1	3	1 ^{er}
Pandémie liée au coronavirus à la fièvre lassa ou à d'autres affections	0	4	2	5 ^e
Sécheresse prolongée (Atacora, Donga)	4	1	2,5	4 ^e
Reformes au niveau de l'Etat	3	3	3	2 ^e
Menaces djihadistes	2	1	1,5	6 ^e
Suspension inattendu des financements par les partenaires	1	5	3	3 ^e

Commentaire

De l'analyse de ce tableau, nous constatons que l'inondation est la plus grande menace au niveau d'une partie (*Athiémé, Lokossa, Grand-Popo, Sô-Ava, Comé*) des zones d'intervention de BUPDOS. Ceci se justifie par le fait que les zones lacustres suscitées enregistrent chaque année des inondations. C'est ce qui se passe actuellement au niveau de ces zones. Après l'inondation, ce sont les menaces relatives à la réforme au niveau de l'Etat et la suspension inattendue des financements par les partenaires qui suivent. Le contexte actuel de notre pays le justifie également avec un gouvernement en plein dans les réformes. La zone d'intervention située au Nord du pays, voisine au Burkina Faso, subit parfois des moments de sécheresse, voilà pourquoi la sécheresse est la menace qui se positionne à la quatrième position. Les pandémies de fièvre Lassa et de coronavirus même si elles sont d'actualité ne sont plus des sujets de peur dans les zones avec l'action du gouvernement pour l'éradication

et la prise en charge des patients. La menace Djihadiste n'est pas à négliger mais ne constitue pas encore dans la majorité des zones une question préoccupante.

X- TRAITEMENT DES RISQUES

En cohérence avec la norme ISO 31 000, le traitement du risque peut inclure les actions types suivantes :

- Un refus du risque en décidant de ne pas démarrer ou poursuivre l'activité porteuse du risque
- La prise ou l'augmentation d'un risque afin de saisir une opportunité
- L'élimination de la source de risque, par exemple en relocalisant des bureaux pour les éloigner d'une zone de sinistre
- Une diminution de la probabilité d'occurrence ou de la vraisemblance, par des actions de prévention, de protection ou de détection (mesures de protection physique ou logique, sensibilisation et mesures comportementales, détection rapide de signaux précurseurs, contrôle interne, actions de dissuasion face à des menaces humaines, intervention préventive...
- Une modification des conséquences par des mesures de protection et de limitation des impacts directs (durcissement des points névralgiques, protection du personnel, détection rapide d'un incident anormal, capacités d'intervention et de gestion de crise...
- Un partage du risque avec une ou plusieurs autres parties (incluant des contrats d'assurances du risque)
- Un maintien du risque fondé sur un choix argumenté.

Au vu de ce qui précède les différentes stratégies de mitigation des risques identifiés sont présentées ci-après.

A- PLAN DE MITIGATION DES RISQUES INTERNES A L'ORGANISATION

TABLEAU 6 : PLAN DE MITIGATION DES RISQUES INTERNES

Code de risque	Constats	Description des risques	Vulnérabilités (conséquences des risques)	Stratégies de mitigation /Approches de solution	Responsables	Quand	Ressources nécessaires
R1	- Licenciement de personnel clé pour motif de fin de projet - Précarité de l'emploi - Absence de gestion prévisionnelle des ressources humaines	Démotivation du personnel, gestion non optimale des ressources humaines	- Départ de certaines compétences vers d'autres structures - Contreperformance, mauvais rendement/qualité des interventions du personnel sur le terrain - Non atteinte des objectifs assignés - Manque de prise d'initiatives pour le développement de l'ONG Mauvaises conditions de séparation avec le personnel à projet	- Renforcer les capacités des membres du Conseil d'Administration / exécutif sur la séparation des rôles de chaque organe - Développer et appliquer une stratégie de motivation et de maintien du personnel au sein de l'ONG incluant par exemple le recrutement interne ou encore organiser des activités sportives périodiques au profit du personnel; - Éviter de mettre le personnel stratégique à 100% sur les projets en tant que personnel clé ; - Redéployer les agents dont les contrats sont finis lorsque des opportunités se présentent au lieu de procéder au recrutement de nouveaux agents ;	PCA, CN et Chef d'antenne	mars-22	Ressources financière et appui d'une compétence externe

Code de risque	Constats	Description des risques	Vulnérabilités (conséquences des risques)	Stratégies de mitigation /Approches de solution	Responsables	Quand	Ressources nécessaires
R2	Retours multiples des documents de projets par les partenaires avant validation	Mise en cause de la compétence du personnel	- Faible performance du personnel - Faible qualité des documents produits par le personnel - Perte de crédibilité de l'ONG	- Elaborer et exécuter un plan de formation du personnel - Collaborer avec d'autres ONG afin de mutualiser les besoins de formation et rechercher des opportunités ensemble - Renforcer la capacité et responsabilité des managers de projet sur les techniques de rédaction de projet et recherche de PTF.	CDAF, RRH	juin-22	Ressources financière et appui d'une compétence externe
R3	Lourdeur de l'organisation interne de l'ONG. (Système d'ordonnancements des dépenses rigide et centralisé pour certains projets au siège. Pour certains projets, surcharge du personnel clé au niveau de la coordination notamment le CN, le CDP et le CDAF.)	Blocage de la mise en œuvre des activités en cas d'absence d'un membre de la chaîne d'ordonnancement	- Retard dans la mise en œuvre des activités - Faible performance - Réduction des budgets par les partenaires	- Déléguer les responsabilités de signatures en cas d'absence (mission ou congé) au bureau - Digitaliser tout le processus administratif ;	CN, CDAF	déc-22	Ressources financière et appui d'une compétence externe

Code de risque	Constats	Description des risques	Vulnérabilités (conséquences des risques)	Stratégies de mitigation /Approches de solution	Responsables	Quand	Ressources nécessaires
R4	Cumul de tâches/ fonctions au niveau de certains membres du personnel de l'ON	Stress, et maladie du travail	• Développement de maladies du travail (ex: cardio-vasculaires) • Nervosité de certains membres du personnel • Absence répétée pour cause de maladie • Beaucoup d'erreurs dans les tâches accomplies • Retard dans la transmission des documents • Non atteinte des résultats escomptés • Vieillesse précoce	• Procéder à une spécialisation du personnel au besoin ; • Mieux organiser le travail collégial et individuel • Travailler à avoir un médecin de travail (au moins à temps partiel) • Désengorger les tâches au niveau du personnel surchargé • Recruter assistants/agents en tenant compte des besoins réels ;	CN, CDAF, RH	déc-22	Ressources financière et appui d'une compétence externe
R5	Absence d'une politique de mobilisation de ressources propres Faible contribution de l'EEAD au financement des activités de BUPDOS	Forte dépendance de BUPDOS vis-à-vis des PTF	• Arrêt des activités de BUPDOS après retrait des PTF ; • Frustration du personnel du fait de demande d'explication liée au comportement religieux ou social ;	• Développer une stratégie de mobilisation des ressources propres, au besoin, impliquant l'église (Ex: mettre en valeur les terrains et fermes agricoles de BUPDOS)	PCA, CN et Chef d'antenne	Continue	Ressources financière et appui d'une compétence externe

B- PLAN DE MITIGATION DES RISQUES EXTERNES A L'ORGANISATION

Les participants à la planification de cet outil de prévention et d'anticipation des conséquences des différents risques de catastrophe ont défini le profil d'urgence de l'ONG pour les prochains mois à venir en élaborant trois scénarii possibles pour chaque risque identifié. Les différents scénarii sont ci-après présentés.

B1 : DEFINITION DES SCENARII POUR LES DIFFERENTS RISQUES RELEVES

TABLEAU 7 : SCENARII

Contingences	<u>Scénario du meilleur cas</u>	<u>Scénario le plus probable</u>	<u>Scénario du pire cas</u>
Inondation dans les zones d'intervention de l'ONG	Des inondations saisonnières ont eu été signalées dans certaines communes lacustres et n'ont pas occasionné de suspension d'activités suites aux dispositions mise en place par la coordination de l'ONG.	Des inondations saisonnières ont eu été signalées dans plusieurs communes lacustres d'interventions de l'ONG et ont causé des dégâts matériels peu significatifs.	Des inondations saisonnières ont eu été signalées dans toutes les communes lacustres d'interventions de l'ONG et ont causé des dégâts matériels et environnementaux avec des déplacements des populations de la zone d'intervention.
Résurgence de la pandémie liée au coronavirus à la fièvre lassa ou à d'autres affections	La pandémie liée au coronavirus à la fièvre lassa ou à d'autres affections dans l'ensemble des zones d'interventions n'ont pas occasionné de dégâts suite aux mesures barrières mise en œuvre sur l'ensemble du territoire national.	Quelques cas de covid19, de fièvre Lassa ou à d'autres affections ont été détectés dans certaines zones d'interventions de l'ONG et ont causé des retards significatifs dans la mise en œuvre des activités.	Plusieurs cas de covid19, de fièvre lassa ou à d'autres affections ont été détectés dans l'ensemble des zones d'interventions de l'ONG et ont eu pour conséquence la suspension des activités et la mise en quarantaine du personnel.
Sécheresse prolongée	Une sécheresse prolongée a été signalée dans certaines communes du nord et n'a pas occasionné de dégâts suites aux dispositions préventives mise en place par l'équipe opérationnelle.	Une sécheresse prolongée a été signalée dans certaines communes du nord conduisant à une légère augmentation des cas de MAS au sein des populations et réduisant ainsi les efforts consentis pour la réduction des cas de malnutrition dans les Zones d'interventions.	une sécheresse prolongée est survenue dans toutes les communes d'interventions de l'ONG et a causé une augmentation des cas MAS et des ménages en insécurité alimentaire au sein des populations de la zone d'intervention.

Contingences	<u>Scénario du meilleur cas</u>	<u>Scénario le plus probable</u>	<u>Scénario du pire cas</u>
Reformes au niveau de l'Etat	Les reformes au niveau de l'Etat dans certaines communes ont contribué à améliorer l'environnement de travail surtout dans les zones d'interventions de l'ONG.	Les reformes au niveau de l'Etat ont augmenté la réticence des partenaires à financer les politiques sectorielles via les ONG locales.	Les reformes au niveau de l'Etat ont retiré la paternité des projets aux ONG locales et l'on placé sous tutelle des ministères.
Menaces djihadistes	Des cas d'attaques djihadistes ont été signalés dans certaines communes d'intervention de l'ONG et les auteurs ont été appréhendés grâce à la synergie d'action des populations et de la police républicaine.	Des cas d'attaques djihadistes ont eu été signalés dans certaines communes d'intervention de l'ONG et ont causé la mise sous quarantaines desdites communes	Des cas d'attaques djihadistes ont eu été signalés dans l'ensemble des communes d'intervention de l'ONG et ont causé la mise sous quarantaines de toutes ces communes
Suspension inattendue des financements par les partenaires	la suspension inattendue des financements des partenaires de faible poids/minoritaire a conduit l'ONG à mettre en place des reformes pour la poursuite des activités avec les communes concernées.	Du fait de la suspension inattendue des financements de certains partenaires, une partie du personnel est licencié tandis que l'autre partie maintenue en poste pour la recherche d'autres financements	Suspension inattendue des financements des partenaires poids lourds a causé l'arrêt des activités et le licenciement d'une grande partie du personnel de l'ONG.

B2 : PLAN DE CONTINGENCE

Après évaluation, les risques qui se sont montrés critiques par ordre de priorité pour la période de prévention sont les suivants.

- Inondation
- Reformes au niveau de l'Etat
- Suspension inattendu des financements par les partenaires
- Sécheresse prolongée

Néanmoins le plan de réponses mis en place a pris en compte tous les risques identifiés et les scénarii de pires cas ou de cas probables ont été retenus pour cette planification.

Le plan de contingence est ci-dessus présenté.

TABLEAU 8 : PLAN DE CONTINGENCE

• **Inondation**

<u>Scénario du pire cas</u>	<u>Eléments déclencheurs</u>	<u>Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires</u>	<u>Localisation</u>	<u>Actions de mitigation</u>	<u>Qui</u>	<u>Besoins</u>	<u>Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation</u>
Des inondations saisonnières ont eu été signalées dans toutes les communes lacustres d'interventions de l'ONG et ont causé des dégâts matériels et environnementaux avec des déplacements des populations de la zone d'intervention.	Fortes pluies étendues dans le temps dans les mois de...	<u>Sur l'ONG</u> Inaccessibilité de certaines localités de la zone en période pluvieuse ou de crue	Comé, Grand-Popo, Athiémé, Lokossa, Sô-Ava	S'informer sur les signes d'alertes données par le gouvernement	Equipe de suivi du plan	Appui des partenaires technique pour le financement des formations et l'achat des vivres, de couvertures et d'abris en cas de survenance de l'événement	Difficultés d'accès aux populations affectées Difficultés dans la mobilisation des fonds Personnels qualifiés et Equipements insuffisants ; Faiblesse dans la coordination des acteurs.
	Grosses pluies dans le Nord du Bénin	Suspension des activités de terrain sur la période		Tenir compte de ce paramètre lors de la planification des projets pour les zones lacustres	Equipe de mobilisation des ressources		
	Installation anarchique des populations sur les canaux de passage d'eau	<u>Sur la population bénéficiaire des actions de l'ONG</u> Déplacement de population		Elaborer des projets d'urgence pour la sensibilisation et l'appui aux populations en cas de la survenance de l'événement	Personnes ressources		
	Etc.	Détérioration de la situation sanitaire de la population Destruction des champs Insécurité alimentaire Accès aux services de base limité		Former et sensibiliser la population sur les risques d'occupation des lits et canaux de passage de l'eau	Les chargés de projet Equipe de gestion des		

Scénario du pire cas	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
		Etc.		Assister les populations en vivres	urgences		

• **Pandémie liée au coronavirus et à la fièvre lassa ou à d'autres affections**

Scénario le plus probable	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
Quelques cas de COVID19, de fièvre LASSA ou à d'autres affections ont été détectés dans certaines zones d'interventions de l'ONG et ont causé des retards significatifs dans la mise en œuvre des activités.	Apparition des premiers cas de LASSA/COVID19 dans la sous-région Migration de malades venus de l'étranger	Sur l'ONG Suspension des activités de terrain sur la période Non atteinte des résultats des projets de la zone Mise en chômage technique sur une période relativement longue Sur la population bénéficiaire des actions de l'ONG Détérioration de la situation sanitaire de la population Psychose vis-à-vis des arrivants de l'étranger Suspension des activités champêtres conduisant à l'insécurité alimentaire	Dans toutes les communes d'intervention	S'informer sur les signes d'alertes données par le gouvernement Tenir compte de ce paramètre lors de la planification des projets Elaborer des projets d'urgence pour la sensibilisation et l'appui aux populations en cas de la survenance de l'événement Former et sensibiliser la population sur les gestes barrières ou mesures sanitaires appropriées	Equipe de suivi du plan Equipe de mobilisation des ressources Personnes ressources Les chargés de projet	Appui des partenaires technique pour le financement des formations et l'achat des vivres, masques, en cas de survenance de l'événement	Difficultés dans la mobilisation des fonds Personnels qualifiés et Equipements insuffisants ; Faiblesse dans la coordination des acteurs.

<u>Scénario le plus probable</u>	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
		Etc.		Assister les populations en vivres	Equipe de gestion des urgences		

- **Sécheresse prolongée**

<u>Scénario le plus probable :</u>	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
Une sécheresse prolongée a été signalée dans certaines communes du nord conduisant à une légère augmentation des cas de MAS au sein des populations et réduisant ainsi les efforts consentis pour la réduction des cas de malnutrition dans les Zones d'interventions.	Retard des premières pluies Très faible pluviométrie au cours de la saison des pluies	<u>Sur l'ONG</u> Non atteinte des résultats des projets de la zone Mise en chômage technique sur une période relativement longue <u>Sur la population bénéficiaire des actions de l'ONG</u> Destruction des semences Exode rural de la population vers d'autres zones notamment au Nigéria et au Togo Insécurité alimentaire des enfants et même des adultes Etc.	Dans toutes les communes touchées	S'informer sur les signes d'alertes données par le gouvernement Renforcer la résilience des populations face au changement climatiques Elaborer des projets d'urgence pour la sensibilisation et l'appui aux populations en cas de la survenance de l'événement Assister les populations en vivres	Equipe de suivi du plan Equipe de mobilisation des ressources Personnes ressources Les chargés de projet	Appui des partenaires technique et du gouvernement pour le financement des formations et l'achat des vivres, en cas de survenance de l'événement	Emigration des populations vers les pays voisins Difficultés dans la mobilisation des fonds Personnels qualifiés et Equipements insuffisants ; Faiblesse dans la coordination des acteurs.

<u>Scénario le plus probable :</u>	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
					Equipe de gestion des urgences		

- **Reforme au niveau de l'Etat**

<u>Scénario le plus probable :</u>	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
Les reformes au niveau de l'Etat ont augmenté la réticence des partenaires à financer les politiques sectorielles via les ONG locales.	Election d'un nouveau président et d'une nouvelle assemblée nationale Annonces des réformes par secteur	<u>Sur l'ONG</u> Blocage de financement des projets par les partenaires Suspension de certaines activités de terrain Non atteinte des résultats des projets Mise au chômage des agents Reforme au sein de l'ONG	Dans toutes les communes d'intervention	Renforcer la résilience de l'ONG face aux réformes Militer dans les réseaux thématiques afin d'influencer les réformes par des lobbying-plaidoyer	Equipe de suivi du plan	Former les cadres techniques de l'ONG sur la résilience organisationnelle, la synergie de travail en réseau et lobbying-plaidoyer	Difficultés d'adaptation aux réformes Difficultés dans la mobilisation des fonds Personnels qualifiés et Equipements insuffisants ; Faiblesse dans la coordination des acteurs.
		<u>Sur la population bénéficiaire des actions de l'ONG</u> Pas d'encadrement / accompagnement des populations par secteur d'activité Accès limité au service de base			Equipe de mobilisation des ressources Personnes ressources Les chargés de projet Equipe de gestion des urgences		

- **Menaces djihadistes**

<u>Scénario le plus probable :</u>	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
Des cas d'attaques djihadistes ont eu été signalés dans certaines communes d'intervention de l'ONG et ont causé la mise sous quarantaines des dites communes	Menaces djihadistes par média ou rumeurs Attaques djihadistes dans une commune du BENIN ou un pays voisin	<u>Sur l'ONG</u> Suspension de financement des projets par les partenaires Suspension de certaines activités de terrain Non atteinte des résultats des projets Mise au chômage des agents Enlèvement d'un agent <u>Sur la population bénéficiaire des actions de l'ONG</u> Déplacement de population Insécurité alimentaire Accès aux services de base limité Enrôlement des bénéficiaires par les djihadistes	Dans toutes les communes d'intervention	S'informer sur les signes d'alertes données par le gouvernement Tenir compte de ce paramètre lors de la planification des projets pour les zones lacustres Elaborer des projets d'urgence pour la sensibilisation et l'appui aux populations en cas de la survenance de l'événement	Equipe de suivi du plan Equipe de mobilisation des ressources Personnes ressources Les chargés de projet Equipe de gestion des urgences	Appui des partenaires technique pour le financement des formations en cas de survenance de l'événement	Difficultés d'accès aux populations affectées Difficultés dans la mobilisation des fonds Personnels qualifiés et Equipements insuffisants ; Faiblesse dans la coordination des acteurs.

<u>Scénario le plus probable :</u>	Eléments déclencheurs	Conséquences sur l'ONG et sur les bénéficiaires	Localisation	Actions de mitigation	Qui	Besoins	Contraintes dans la mise en œuvre des actions de mitigation
					gestion des urgences		

XI- ORGANISATION

La bonne gestion des moments de crise impose une organisation adéquate. Ainsi l'organisation prévue pour la gestion des différents cas est ci-après déclinée.

A. Equipe de suivi de la mise en œuvre des différents plans

Elle est formée du personnel dans le tableau ci-après :

Titre	Nom	Prénoms
CDAF	LISSA	Laurent
RPSE	VODOUGNON	Georges-Janvier
CSCF	BAPARAPE	Rissicatou
Responsable des RH	TOSSA	Nestor

Cette équipe a pour rôle de :

- Suivre la mise en œuvre des différentes stratégies de mitigation/prévention des risques, proposées dans le document ;
- Relancer les personnes ayant des tâches à exécuter et de faire le point périodique de ce qui est fait et de ce qui reste à faire ;
- Produire semestriellement un rapportage d'exécution du plan au Coordonnateur National de l'ONG.
-

B. Les points focaux

Les points focaux sont au niveau des antennes. Ils ont pour rôle de :

- Prendre les dispositions d'urgence ;
- Informer l'équipe de suivi sur les événements constatés sur le terrain ;
- Proposer des actions idoines à mettre en œuvre ;
- Suivre les directives de la Coordination de l'ONG ;
- Suivre le progrès de l'événement et faire le point au fur et à mesure sur les changements positifs ou négatifs de la situation ;
- Suivre le retour à la normale des activités, une fois le problème résolu.

XII- REVISION

Ce plan est dynamique et doit être considéré comme tel. Il devra être mis à jour et revu périodiquement, au moins une fois annuellement pour prendre en compte les différents changements du contexte dans les zones d'intervention de l'ONG.